

*Pour une politique juste et efficace mise délibérément
au service de l'Homme, à commencer par le plus démuné*
Association reconnue d'intérêt général
Inscrite sur le Registre européen des représentants d'intérêts

Le Président

Le 10 mai 2021

Lettre aux candidats à l'élection présidentielle de 2022.

**Objet : Donnons au peuple français
un débat sur la mondialisation en 2022**

Mesdames et Messieurs,

Alors que vous rédigez vos programmes électoraux, accepteriez-vous d'y inscrire et d'imposer dans la campagne électorale, le thème de la mondialisation, laquelle est aujourd'hui en crise ?

Deux livres contenant chacun une proposition de **refondation de la mondialisation** ont été publiés en 2020. Vous trouverez en annexe un dossier complet, contenant notamment un article de presse **résumant ces deux propositions**. Ce dossier de la mondialisation est enfin devenu audible et compréhensible par tous les citoyens(nes). L'heure du débat est venue.

Pour empêcher ce débat, la Commission européenne tente de faire approuver par le Conseil européen une n^{ème} communication qui suggère simplement d'améliorer à la marge sa politique commerciale. **Au lieu de régler les vrais problèmes, elle prône un immobilisme mortifère.**


Or, la politique commerciale européenne doit être refondée. Elle est l'une des causes profondes de la perte de souveraineté des peuples, de la désindustrialisation, et du déclassement des classes moyennes et pauvres, qui ont été transformées en «variables d'ajustement de la mondialisation», par ceux-là mêmes qu'elles avaient pourtant élus pour les défendre !

Même le Président de la République française a dressé un bilan accablant de la mondialisation, dans son discours du 22 septembre 2020 à l'ONU ! Voir extraits, document N° 1 en annexe.

Si une refondation s'avérait vraiment impossible, les propositions du Comité Pauvreté et Politique, résumées page suivante régleraient une grande partie des problèmes. Le statu quo ou les petits ajustements marginaux et confus de l'UE, sont les pires solutions.

Espérant une réponse de votre part et un accord sur notre demande de débat en 2022,

Nous vous prions d'agréer, Mesdames et Messieurs, l'expression de notre haute considération.



Bertrand de Kermel

Copie : médias, partis politiques, parlementaires français et européens,

ANNEXE

Vous trouverez ci-après via des liens hypertextes un dossier synthétique mais complet sur la mondialisation et les investissements

I - Le bilan de la mondialisation en cinq documents

- 1 [Extraits du discours du Président de la République française du 22 septembre 2020 à l'ONU.](#)
- 2 [Une interview du Président du Forum de Davos sur le capitalisme \(Le Figaro 2017\)](#)
- 3 [Un article sur trois scandales de la mondialisation actuelle](#)
- 4 [Une note de travail sur l'arbitrage¹ « investisseurs/ Etats ».](#)
- 5 [Un article décrivant ce qu'aucun roi, empereur ou dictateur n'avait encore imaginé pour piéger les générations suivantes](#)

II - Deux propositions de refondation de la mondialisation pour corriger ce bilan

La première proposition émane de Denis Payre, fondateur de trois start up internationales. La deuxième a pour auteur Klaus Schwab Président fondateur du Forum Economique Mondial de Davos.

- 6 [L'article de «La Tribune» contenant les propositions de Denis Payre et Klaus Schwab.](#)
- 7 [Une note décrivant la meilleure des deux propositions de refondation, selon nous.](#)

III - Le plan C : résumé des propositions du Comité Pauvreté et Politique

- 8 [Le plan C : résumé des propositions du Comité Pauvreté et Politique](#)

IV - En face : la Communication sans contenu de la Commission Européenne.

- 9 [La communication de la Commission européenne et ses oublis suspects.](#)

Elle aurait pu être la troisième proposition. Il n'en est rien. C'est une note complexe de 25 pages, qui brille par des formules aussi ronflantes que creuses. Cette communication en appelle à une réforme de l'OMC, mais ne liste pas les attentes européennes, ni les mesures concrètes à insérer dans les statuts de l'OMC pour répondre à ces attentes. Cela permet de passer sous-silence les défauts des accords de libre-échange qui relèvent exclusivement de l'Europe et de ses partenaires.

Sur la forme, il est dommageable et même surprenant que cette note destinées aux Chefs d'Etats et aux Ministres, **dont le temps est compté**, ne soit pas précédée **d'un résumé de deux pages maximum**, mettant en valeur les principales mesures **concrètes** proposées, et le résultat attendu de celles-ci.

Sur le fond, on peut regretter ce qui suit :

- 1 Pas de calendrier de mise en œuvre des propositions
- 2 Pas de «points à date» pour vérifier régulièrement l'avancement des réformes issues de cette communication.
- 3 Pas de critères de mesure permettant de vérifier la réussite de ces réformes.
- 4 Pas un mot sur le «néo capitalisme» en vigueur, qui est le contraire de l'économie sociale de marché prévue à l'article 3 du Traité sur l'UE.

¹ Nous espérons qu'aucun candidat ne déclarera être en faveur de ce système d'arbitrage sans démontrer aux électeurs quel est son intérêt pour les peuples, et sans répondre aux fortes critiques émises par la société civile.

- 5 Pas un mot sur les ravages de la corruption.
- 6 Pas un mot sur l'évasion et l'optimisation fiscales.
- 7 Pas un mot sur les déséquilibres des échanges et les solutions pour y remédier².
- 8 Pas de solutions concrètes pour retrouver la souveraineté en Europe et dans nos pays, donner du sens à la mondialisation, et cesser d'utiliser les classes moyennes comme variable d'ajustement. (Nous citons là les discours de la France à l'ONU)
- 9 Pas de mention du « *juste échange* » au lieu et place du « *libre-échange* ».
- 10 Pas de solutions concrètes et précises pour réduire les inégalités devenues incontrôlables, alors que, selon le Président de la République Française, **ce sujet devrait être au cœur du modèle de la mondialisation de demain**. (Voir son discours du 22 septembre 2020 à l'ONU).
- 11 Pas un mot sur la nécessité d'enrichir immédiatement les actuels accords de libre-échange, ne serait-ce que **pour montrer la direction que devra prendre la réforme de l'OMC qui est par ailleurs suggérée dans cette communication**,³ alors que la Chine avance à bride abattue.
- 12 **Pas un mot** sur les «investissements», dont certaines clauses sont inacceptables. Quel candidat à la Présidence est prêt à approuver publiquement les mesures décrites **ici** ou encore **là** ? Elles ont probablement été rédigées directement par les lobbies en 2014⁴. Elles sont au cœur du CETA (chapitre huit).
- 13 **Dédain** pour les 80 associations et ONG européennes, qui, certes, n'ont pas publié un livre, mais ont rendu publique une contribution pour une mondialisation plus humaine et plus soucieuse de l'entretien de la planète.

² Le libre-échange nécessite un équilibre « gagnant-gagnant ». **Quand on dépend de la Chine ou d'autres pays pour des pans entiers de notre économie, on a suivi une mauvaise politique, quoiqu'en pense l'UE**. Une refondation de cette politique s'impose donc.

³ En conservant sans les modifier ses accords de libre-échange, tout en appelant à une réforme de l'OMC, l'Europe démontre qu'au fond elle s'oppose à tout changement réel. **Elle envoie un message paradoxal aux très grandes multinationales américaines et européennes :** « Dormez tranquilles. Si les négociations aboutissent (ce qui est loin d'être gagné), l'OMC ne sera réformée qu'à la marge. Pour nous, l'Europe, il n'y a aucune urgence à réformer fortement la mondialisation, et encore moins à la refonder. C'est pourquoi nous décidons de conserver en l'état tous nos accords de libre-échange sans demander à nos partenaires de les renégocier dès maintenant. En clair, nous ne serons pas un fer de lance à l'OMC.»

⁴ Ce n'est pas un pur fantasme. Fin avril 2021, des ONG ont dénoncé une position fiscale de la France qui, selon eux, avait été écrite par le MEDEF. Le gouvernement l'a admis. Les chapitres « investissements » des accords de libre-échange, ne contiennent pas une seule obligation à la charge des investisseurs, alors qu'ils consacrent plusieurs pages d'obligations strictes à la charge des Etats. **Le déséquilibre est total. Il est évident qu'ils ont été écrits directement par les lobbies. Aucun fonctionnaire digne de ce nom, payé par les 500 millions de citoyens européens pour défendre l'intérêt général, n'aurait osé écrire un texte aussi grossièrement déséquilibré.**